

LE DEVOIR



VOL. LXXXIX - N° 241 ♦ MONTRÉAL, LES SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 OCTOBRE 1998 6 CAHIERS - 1,95\$ + TAXES = 2,25\$

LES ARTS

La chronique d'Odile Tremblay: Tirer les fils entre le vrai et le faux, page B 12



LES ARTS

La performance est-elle rentrée dans le rang? page B 1

MONTRÉAL

L'avenue du Parc, une artère en décadence, page A 4



THÉÂTRE

Paul Buissonneau sert L'Oiseau vert au TNM, page B 7

PERSPECTIVES

Le test

Environ 91 000 conservateurs sont invités à élire leur nouveau chef aujourd'hui — ou le 14 novembre, si un second tour est nécessaire. Les effets de ce choix se feront sentir bien au-delà des murs de leur parti pour toucher l'ensemble de la droite canadienne. Ces partisans devront décider s'ils veulent garder un parti distinct et poursuivre leur longue guerre de tranchées avec les réformistes ou s'ils souhaitent envoyer un signal en faveur d'un ralliement capable de reprendre le pouvoir.

Il y a cinq hommes en piste. D'abord, les deux plus connus, Joe Clark, le vétéran, qui fut chef, premier ministre et ministre du cabinet Mulroney, Hugh Segal, le mieux organisé, qui a une longue expérience des coulisses du pouvoir, tant à Toronto qu'à Ottawa. Les trois autres sont l'ancien ministre manitobain Brian Pallister, l'avocat montréalais Michael Fortier et le croisé anti-libre-échange David Orchard.

A part M. Orchard, qui n'a qu'une idée fixe, les autres offrent des programmes où on retrouve un dosage varié, mais typiquement tory, de conservatisme économique et de progressisme social. Une chose les distingue cependant: leur ouverture ou non à un dialogue avec les réformistes de Preston Manning.

Joe Clark et David Orchard ne veulent rien entendre. Hugh Segal se dit prêt à écouter; Brian Pallister, à tendre la main et Michael Fortier, à dialoguer. Ce dernier est le seul à vouloir participer aux discussions sur «l'Alternative unie (sic)» mise de l'avant par le chef réformiste Preston Manning et cadossée par son parti lors de son congrès de juin. Une première conférence non partisane doit avoir lieu en février à Ottawa et M. Fortier a promis d'y être.

Lenjeu de ce débat est fondamental pour la droite car sa capacité de déloger les libéraux fédéraux et de reprendre le pouvoir en dépend. Les conservateurs ne sont pas en position de force. Ils ont réussi à regarnir leur liste de membres mais ils entraînent toujours une dette de 10 millions de dollars. Leur parti est bon cinquième aux Communes. Leur début de renaissance se limite encore aux provinces atlantiques. En Ontario, ils pient. Dans l'Ouest, ils apparaissent à peine sur les écrans radar. Au Québec, ils ont perdu la circonscription détenue par leur ancien chef Jean Charest. Les réformistes sont très solides dans l'Ouest mais le Centre et l'Est du pays leur échappent. Et en Ontario, ils font, comme les conservateurs, du surplace.

La joute de souque à la corde à laquelle se livrent les deux partis dans cette dernière province a fait le bonheur des libéraux depuis 1993. Sans cette division du vote de droite, Jean Chrétien n'aurait pas obtenu un second mandat majoritaire aux Communes. C'est pour briser cette emprise que Preston Manning a lancé, comme d'autres penseurs de la droite, cette idée de front commun.

La résistance est forte chez bon nombre de militants. Les Red Tories (les conservateurs progressistes) ne voient pas comment ils pourraient travailler de concert avec les Red Necks (les réformistes les plus à droite). Les réformistes populistes, eux, refusent de remettre en cause le nom de leur formation, leur programme ou leur chef. Chez les conservateurs, on craint de renier l'histoire et la tradition d'accommodement du PC. Pour les récalcitrants des deux camps, il revient aux partisans de l'autre parti de se rendre. Aussi bien dire qu'il faudra des années.

De plus en plus de conservateurs influents reconnaissent cette réalité et ont commencé à s'intéresser à la conférence de février. L'ancien secrétaire de Brian Mulroney, Peter White, s'est joint au comité directeur de la conférence. Le député Charlie Power a annoncé qu'il serait au rendez-vous. Il y a deux semaines, à Calgary, une cinquantaine de conservateurs, dont certains ministres de l'ère Mulroney, ont écouté avec intérêt ce qu'avaient à en dire le chef de cabinet de M. Manning et des membres conservateurs du comité.

L'union de la droite peut paraître logique si on s'en tient à l'arithmétique électorale, mais elle n'est pas sans risque, surtout pour les conservateurs. L'exercice est plus complexe. Plusieurs sondages, même ceux réalisés pour le Parti libéral du Canada, montrent qu'une simple union rebifferait la majorité des conservateurs qui se tourneraient alors vers les libéraux. Les réformistes, eux, sont dans une position différente. Mécontents ou non, leurs supporters n'ont personne d'autre vers qui se tourner. On pourrait comparer ce niveau de fidélité à celui manifesté par la majorité des Québécois anglophones à l'endroit du Parti libéral du Québec.

Le vote d'aujourd'hui, au suffrage universel, ne donnera pas lieu à un spectacle à grand déploiement dans un arène surchauffé. Ses retombées à long terme sur l'échiquier politique canadien n'en demeureront pas moins déterminantes.



Manon Cornellier

Un accord obtenu à l'arraché



Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, le président américain Bill Clinton et le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou ont rendu un hommage appuyé hier au roi Hussein de Jordanie lors de la cérémonie de signature de l'accord israélo-palestinien à la Maison-Blanche, un accord obtenu à l'arraché après neuf jours de pourparlers. Pendant ce temps, dans la bande de Gaza, des manifestants palestiniens ont brûlé hier des drapeaux israéliens et américains lors d'une manifestation contre la signature de l'accord israélo-palestinien.

Enfin la paix?

Après neuf jours de pourparlers intensifs, un accord intérimaire israélo-palestinien est signé à la Maison-Blanche

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Un accord intérimaire israélo-palestinien destiné à débloquer le processus de paix au Proche-Orient a été signé à la Maison-Blanche hier, après neuf journées de pourparlers intensifs et une controverse de dernière minute qui a fait planer un doute sur l'issue du sommet.

Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat et le président Bill Clinton ont apposé leur signature sur le document en présence du roi Hussein de Jordanie, lors d'une cérémonie clôturant des négociations difficiles à Wye Plantation (Maryland), près de Washington.

L'accord conclu hier devait permettre de lancer, avec un an et demi de retard les négociations sur le statut des territoires palestiniens autonomes.

Selon les négociateurs, l'accord de Wye Plantation prévoit notamment un deuxième retrait militaire israélien de Cisjordanie, de 13,1 % en trois étapes étalées sur douze se-

maines, accompagné de strictes mesures antiterroristes de la part des Palestiniens.

«L'avenir ne sera pas facile», a prévenu un Bill Clinton visiblement épuisé par ses efforts de médiation et ses nombreuses allées et venues entre Washington et le Maryland où se sont déroulées les négociations.

«Rester sur le chemin de la paix demandera des efforts encore plus grands», a-t-il ajouté.

«Les extrémistes tenteront par tous les moyens de faire payer cette paix à leurs leaders. Ils savent qu'ils se battent pour les mêmes valeurs — nous travaillons tous pour nos enfants et les enfants de nos enfants — et qu'ils affronteront les mêmes ennemis», a ajouté le président américain.

«Salam, Shalom, Peace, que la paix soit avec vous», a conclu le président américain avant d'introduire le premier ministre israélien, qui a salué en la personne du président américain un «guerrier de la paix» et un «grand ami» d'Israël.

VOIR PAGE A 14: ACCORD

- Les détails de l'accord de paix et un pavé nommé Pollard, page A 10
- Vers une paix réelle: l'éditorial de Guy Taillefer, page A 12

Sondage Sondagem-Le Devoir-CKAC

Le PLQ a une mince avance

Le taux d'indécis atteint 26,7 %

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

À quelques heures du déclenchement de la campagne électorale, la perplexité gagne les électeurs, divisés à parts égales entre les deux grands partis politiques. Alors que le Parti libéral devance le Parti québécois par seulement trois points, l'indécision caractérise le sentiment populaire.

Une enquête d'opinion publique réalisée par la maison Sondagem pour le compte de CKAC et du Devoir tend à démontrer que les formations de Jean Charest et de Lucien Bouchard en sont au coude-à-coude à la veille du signal de départ: 48,6 % des intentions de vote vont au PLQ, 45,6 % au PQ, 4,2 % à l'ADQ et 1,4 % aux autres partis. Cela après répartition des indécis.

La proportion des indécis s'établissant à 26,7 %, cette donnée apparaît comme l'une des plus significatives de ce sondage effectué entre le 17 et le 21 octobre auprès de 905 personnes. D'autres relevés de l'opinion publique ont déjà indiqué une remontée de cette tendance mais c'est la première fois depuis le mois de mai dernier que le taux d'indécis dépasse 25 % des électeurs. Ici, la répartition des 26,7 % a été faite sur la base de la méthode mise au point par le sociologue Pierre Drouilly, selon qui cette catégorie d'électeurs discrets est très majoritairement composée de sympathisants libéraux. C'est ainsi que deux

INTENTIONS DE VOTE	
PLQ	48,6 %
PQ	45,6 %
ADQ	4,2 %
AUTRES	1,4 %

Après répartition des indécis

VOIR PAGE A 14: SONDAGE

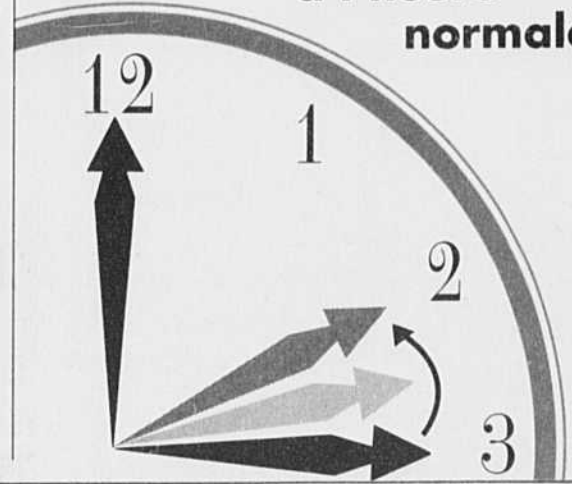
MONTRÉAL

Jean Doré fera-t-il volte-face?

Jean Doré a amorcé hier un demi-tour politique, monoloyalisant du coup toute l'attention médiatique. Mais son appel à ses adversaires à la réflexion pour déloger Pierre Bourque a échoué après une rencontre en après-midi avec Jacques Duchesneau. Jeudi, M. Doré avait ouvert toute grande la porte à son retrait de la campagne électorale. Mais hier, Jean Doré avait repris du poil de la bête, se qualifiant de «combatif».

Nos informations, page A 3

Cette nuit, on retourne à l'heure normale!



Pierre Bourque au Devoir

L'art de l'esquive

«Quand il y a un mur, je ne le défonce pas. Je passe à côté»

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

«Quand il y a un mur, je ne le défonce pas: je passe à côté. J'ai fait cela toute ma vie. Je me suis jamais battu pour des projets que je considère que je ne pouvais pas réaliser»

Tout le personnage politique Pierre Bourque se trouve ici résumé en cette déclaration déconcertante.

Le regard fuyant, la voix molle, la moue boudeuse, Pierre Bourque ne se veut pas combatif. Les attaques ont fusé de toutes parts pendant son mandat pour lui faire toucher le fond du baril de l'impopularité. Pourtant, Pier-

re Bourque est resté impassible, ne retournant pas les offensives. La tactique a porté fruits alors qu'il récolte maintenant, à une semaine du scrutin, 32 % des intentions de vote, confortablement en tête du peloton des candidats à la mairie de Montréal.

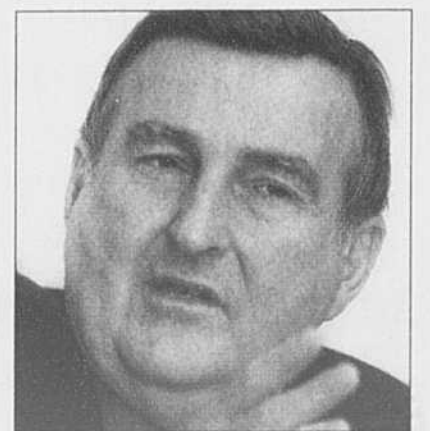
Une remontée que M. Bourque s'explique bien évidemment par le bilan de son administration, mais aussi par le «service» que lui ont rendu les médias en s'acharnant sur sa personne et la «caricature» qu'ils ont forgée et que la population a commencé à mettre en doute.

«On m'a tellement attaqué, ça a fâché les gens. J'ai tellement rencontré de

citoyens qui disaient "Lâchez-le, vous êtes pas tannés? C'est tellement injuste." Ça a eu un effet boomerang. Un moment donné, trop, c'est trop», a-t-il commenté en entrevue hier matin.

Comme il le confie, son plan de match en vue de la présente campagne électorale était adopté depuis un an. Régler le problème du budget de 1998 d'abord, qui a finalement été bouclé il y a trois semaines avec des millions grappillés çà et là, puis se consacrer à la population. Un plan qu'il n'entend pas modifier d'un iota d'ici le 1^{er} novembre.

VOIR PAGE A 14: BOURQUE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

MÉTÉO

Montréal Ciel variable. Max: 15 Min: 4
Québec Ciel variable. Max: 15 Min: 2
Détails, page C 7

INDEX

Annonces C 11 Livres D 1
Les Arts B 1 Le monde A 10
Avis publics C 7 Les sports C 13
Bourse C 10 Montréal A 3
Économie C 1 Mots croisés C 12
Éditorial A 12 Politique A 8
www.ledevoir.com



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Gilbert Bécaud au Centre Molson

Moins de volts, plus de trucs

SYLVAIN CORMIER

Il était fatal qu'il en arrive là un jour. Après avoir électrisé tant de fois L'Olympia — son Olympia, l'ancien comme le nouveau — et presque toutes les autres scènes de la planète chanson, après avoir tenu pendant plus de quarante ans l'impossible niveau du 100 000 au voltmètre, il fallait bien qu'on finisse par voir François Tilly faire le Gilbert Bécaud au lieu de l'être. (Oui, c'est le nom de Bécaud à l'état civil depuis le 24 octobre 1927.) Hier soir au théâtre du Centre Molson, escale montréalaise de sa tournée québécoise, peut-être pour la première fois, les manies, trucs et p'tites mises en scène habituelles du show Bécaud semblaient avoir usurpé le show à Bécaud, compensant l'inéluctable baisse d'énergie du septuagénaire.

Ce que l'on recevait auparavant comme les marques d'une générosité sans bornes, les signes d'un trop-plein de bonheur d'être à partager, on le recevait hier comme des bouées auxquelles l'homme à la péniche s'accrochait. Tout était, comment dire, télégraphié. Les allers et retours en coulisses pour la rase de rhum et les bouffées de cigarette («Faut bien mourir de quelque chose!», a-t-il rigolé), le tapage intempestif des musiciens, le coup de la leçon de singalong qui n'en finit plus au dernier refrain de *Quand il est mort*, le poète, les p'tites steppettes de polka à la fin de *Quand Jules est au violon*, le mime du solo de flûte pendant *Le Petit oiseau de toutes les couleurs*, la brusquerie des gestes, tout apparaissait comme se déroulant à l'extérieur de Bécaud, tel un vêtement devenu trop grand. Jusqu'au bleu du complet, jusqu'aux pois de la cravate qui empesaient l'homme, autrefois si léger.

Heureusement, il y avait la voix, forte, intacte, superbe, l'interprétation infiniment nuancée des plus beaux airs (*Un peu d'amour et d'amitié*, *Le Bain de minuit*, mes préférées entre toutes), et surtout, surtout, il y avait les chansons. C'est là qu'il nous tient encore et toujours, Bécaud. Au nombre. A l'effarante quantité des immortelles. A tous les spectacles, au-delà des évidences (*Je t'appartiens*, *Je reviens te chercher*, *Et maintenant*, *L'important c'est la rose*, *Nathalie*), il se passe ce qui se passe dans les spectacles d'Elton John, d'Aznavour ou de Neil Diamond: Bécaud éreinte à coups de catalogue. On se surprend invariablement de réentendre l'une ou l'autre chanson que l'on avait remisée malgré soi: hier, je m'éprenais à nouveau de *Seul sur son étoile*, de *Dimanche à Orly* et d'*Age tendre et tête de bois* (Hymne national des yé-yé), refrains enfous qui chassaient aux ballasts et remontaient à la surface, étonnamment frais.

Et encore, il en manquait: *L'Orange*, *Rosy And John*, *Charlie*, *t'iras pas au paradis*, *Quand tu danses* auraient eu le même effet, pour peu que Bécaud ait choisi de les glisser au répertoire de la soirée. Pour tout dire, je les aurais goûtées en lieu et place des quelques titres récents qui émaillaient (en toute légitimité) les 25 chansons du spectacle. Comme chez Aznavour, constatait-on, il y a deux types de chansons chez Bécaud: le gros paquet de formidables, dont on ne se lasse jamais, et les autres, celles dont on se passerait. Les 4000 spectateurs avaient, de fait, peu d'attention pour la buvette nostalgique *De Only You à maintenant*, ou la très ordinaire *Madame Roza*.

C'est peut-être pour cette raison-là, à cause de ce public tellement gavé d'immortelles qu'il n'a plus d'appétit, que Bécaud économise ainsi les turbines de sa centrale électrique et se retranche de plus en plus derrière ses propres ficelles, quitte à les grossir comme les câbles qui restent sa péniche à quai. Ou alors c'est tout simplement qu'on finit toujours par en faire un peu moins.

Heureusement, il y avait la voix, forte, intacte, superbe, l'interprétation infiniment nuancée des plus beaux airs (*Un peu d'amour et d'amitié*, *Le Bain de minuit*, mes préférées entre toutes), et surtout, surtout, il y avait les chansons. C'est là qu'il nous tient encore et toujours, Bécaud. Au nombre. A l'effarante quantité des immortelles. A tous les spectacles, au-delà des évidences (*Je t'appartiens*, *Je reviens te chercher*, *Et maintenant*, *L'important c'est la rose*, *Nathalie*), il se passe ce qui se passe dans les spectacles d'Elton John, d'Aznavour ou de Neil Diamond: Bécaud éreinte à coups de catalogue. On se surprend invariablement de réentendre l'une ou l'autre chanson que l'on avait remisée malgré soi: hier, je m'éprenais à nouveau de *Seul sur son étoile*, de *Dimanche à Orly* et d'*Age tendre et tête de bois* (Hymne national des yé-yé), refrains enfous qui chassaient aux ballasts et remontaient à la surface, étonnamment frais.

Et encore, il en manquait: *L'Orange*, *Rosy And John*, *Charlie*, *t'iras pas au paradis*, *Quand tu danses* auraient eu le même effet, pour peu que Bécaud ait choisi de les glisser au répertoire de la soirée. Pour tout dire, je les aurais goûtées en lieu et place des quelques titres récents qui émaillaient (en toute légitimité) les 25 chansons du spectacle. Comme chez Aznavour, constatait-on, il y a deux types de chansons chez Bécaud: le gros paquet de formidables, dont on ne se lasse jamais, et les autres, celles dont on se passerait. Les 4000 spectateurs avaient, de fait, peu d'attention pour la buvette nostalgique *De Only You à maintenant*, ou la très ordinaire *Madame Roza*.

C'est peut-être pour cette raison-là, à cause de ce public tellement gavé d'immortelles qu'il n'a plus d'appétit, que Bécaud économise ainsi les turbines de sa centrale électrique et se retranche de plus en plus derrière ses propres ficelles, quitte à les grossir comme les câbles qui restent sa péniche à quai. Ou alors c'est tout simplement qu'on finit toujours par en faire un peu moins.

S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9658, Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SONDAGE *Le NON l'emporterait par 54,6 %*

SUITE DE LA PAGE 1

tiers des voix indécises ont été attribuées au PLQ et seulement un tiers au PQ.

Pourquoi les indécis sont-ils soudainement si nombreux? Président de Sondagem et par ailleurs sociologue, Jean Noisieux souligne dans un premier temps que la levée de rideau étant imminente les gens se font plus discrets. Il rappelle aussi que la cueillette des données de ce sondage a débuté aussitôt après que Jean Charest eut dévoilé sa plate-forme électorale sur le thème de l'économie. Les velléités de privatisation et de démantèlement de l'Etat exprimées par le chef libéral ont subi plusieurs jours de vives critiques, associant Jean Charest à Mike Harris de l'Ontario. Selon M. Noisieux, il se peut que l'impact médiatique de cet événement ait amené des milliers d'électeurs à retirer momentanément leur adhésion au PLQ pour se placer en attente, en réflexion, dans le bloc des indécis.

C'est une théorie tout à fait défendable, considérant que le Parti québécois n'a pas bénéficié du léger recul du Parti libéral. A cet égard, le degré d'insatisfaction de l'électorat est écla-

rant. C'est un sentiment que les sondeurs ont voulu mesurer en ce qui concerne cinq grands dossiers, invitant les personnes interrogées à dire dans quelle mesure elles apprécient la façon dont le gouvernement Bouchard s'est acquitté de ses responsabilités. La réaction fut négative dans trois cas et positive dans deux autres:

■ 54,4 % des Québécois sont satisfaits de la façon dont le gouvernement Bouchard s'est acquitté de ses responsabilités. La réaction fut négative dans trois cas et positive dans deux autres:

■ 49,4 % sont satisfaits de la gestion du dossier linguistique; 42,8 % sont insatisfaits;

■ 48,1 % sont insatisfaits de la gestion des dossiers économiques; 45,5 % sont insatisfaits;

■ 57 % sont insatisfaits de la gestion des relations fédérales-provinciales; 32,7 % sont satisfaits;

■ 56,2 % sont insatisfaits de la gestion du dossier de l'éducation; 36,7 % sont satisfaits.

A l'analyse des données de ce sondage, l'on pourrait conclure que les libéraux sont moins optimistes que les péquistes. Ils sont plus nombreux à exprimer leur intention de voter pour le PLQ qu'ils ne le sont à croire en leur victoire. Quoi qu'il en soit, 33,8 %

L'INDICE DE SATISFACTION (%)

	Très	Assez	Peu	Pas du tout	Ne sais pas	Pas de rép.
La lutte contre le déficit	17,6	36,5	23,8	16,2	5,2	8
La langue	11,8	39,2	25,2	15,8	7,0	1,0
L'économie	8,2	37,7	29,9	17,7	5,5	1,0
Les relations fédérales-provinciales	7,0	26,9	33,5	21,8	9,7	1,2
L'éducation	6,9	30,7	31,5	24,0	5,1	9

Sondage Sondagem, Le Devoir, CMC.

croient que le Parti québécois va remporter l'élection et 28,2 % sont d'avis que c'est le Parti libéral qui en sortira victorieux.

Si les péquistes ont droit à l'optimisme, le rêve de la souveraineté est en proie à la déprime. Si un référendum avait eu lieu la semaine dernière, 54,6 % auraient voté pour le NON et 45,4 % pour le OUI.

En revanche, la performance des souverainistes sur la scène politique fédérale est appréciée par un nombre grandissant de Québécois. Si des élections fédérales avaient eu lieu entre le 17 et le 21 octobre, 43,6 % auraient voté pour le Bloc québécois, 42,1 % pour le Parti libéral de Jean Chré-

tien, 6 % pour le Parti conservateur et 8,2 % pour d'autres partis. Ces données sont obtenues après répartition des indécis.

Pour réaliser cette étude d'opinion publique, la maison Sondagem a complété 905 entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon représentatif de la population du Québec. L'échantillon probabiliste stratifié non proportionnel a été tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels, par la méthode du hasard systématique. Avec un taux de réponses de 63,1 %, la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage s'établit à plus ou moins 3,3 %, 19 fois sur 20.

ACCORD

«Il est plus crucial d'établir un processus de paix durable», dit Arafat

SUITE DE LA PAGE 1

«Aujourd'hui, Israël et toute notre région peuvent compter sur une meilleure sécurité et nous pouvons croire à un avenir pacifique pour nos enfants et pour les enfants de nos voisins les Palestiniens», a expliqué Benjamin Netanyahu, estimant que l'accord garantissait l'existence d'Israël grâce à la révision de la charte de l'OLP.

«Il s'agit d'une étape importante», a reconnu Yasser Arafat. Mais il est plus crucial encore d'établir un processus de paix durable [...] Il faut appliquer les résolutions de l'ONU [...] et le principe «territoires en échange de la paix», a-t-il détaillé.

«Votre sécurité est notre sécurité [...] Nous ne reviendrons pas à la violence [...] Il faut encore plus de paix, plus d'espoir», a conclu le président palestinien.

Les trois hommes ont salué la sagesse et la contribution aux négociations du roi Hussein, «qui nous a rendu visite à deux reprises» alors qu'il se trouvait aux Etats-Unis pour un traitement contre le cancer, a rappelé le premier ministre israélien.

«Il a apporté quelque chose que

les Etats-Unis ne pouvaient pas apporter à ces négociations [...] Nous, et le monde entier, lui sommes immensément reconnaissants», a souligné Bill Clinton.

«Même s'il ne m'était resté qu'une once de vie, je vous aurais rejoints», a déclaré le souverain hachémite, visiblement fatigué. «Ce que vous avez accompli signifie tellement pour moi», a-t-il ajouté, se tournant vers Arafat et Netanyahu.

Lors de la cérémonie de signature, M. Clinton a indiqué que Yasser Arafat allait réunir le Conseil national palestinien (CNP), l'instance suprême de l'OLP pour réaffirmer que les clauses de la charte pronant la destruction d'Israël en avaient été effacées. Il a annoncé qu'il participerait lui-même à cette réunion palestinienne.

Il a également affirmé qu'il reconsidérerait le cas de l'espion juif américain Jonathan Pollard, détenu aux Etats-Unis, en ajoutant qu'il n'avait pris aucune décision sur sa libération éventuelle, réclamée depuis des années par Israël.

Quelques heures auparavant, alors qu'on croyait un accord conclu et prêt à être ratifié par

les parties, une demande in extremis d'Israël sur cette question avait failli faire capoter le sommet.

M. Netanyahu venait en effet de conditionner la signature de l'accord, conclu le matin même avec les Palestiniens, à la libération par les Etats-Unis de l'espion juif américain Jonathan Pollard, condamné à la prison à vie pour espionnage au profit d'Israël.

Ce dernier rebondissement avait fait monter de nouveau la pression au centre de conférences de Wye Plantation, les Palestiniens donnant jusqu'à hier soir aux Israéliens pour signer l'accord intermédiaire, affirmant qu'ils n'étaient pas disposés à attendre.

Redoublant d'efforts pour venir à bout de cet ultime obstacle, la Maison-Blanche se déclarait «surprise et déçue» par l'attitude israélienne.

Finalement, on indiquait de source diplomatique que le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, avait informé la délégation palestinienne des projets de Washington de libérer Jonathan Pollard d'ici à aujourd'hui. Le président américain, Bill Clinton, «a accepté le

principe d'une libération de Pollard», confirmait un responsable américain.

Initialement, l'accord prévoyait la libération par Israël de 750 Palestiniens sur quelque 3500 qu'il détient.

A New York, le Comité juif américain (AJC), la plus importante organisation civile juive aux Etats-Unis, a applaudi à l'«étape très importante» que constitue selon lui l'accord de Wye Plantation.

Mais à Damas, des mouvements de l'opposition palestinienne ont déjà averti que l'accord de Wye Plantation conduirait à un regain de violence.

«Nous mettons en garde contre la violence et les conséquences négatives de l'accord» avec Israël, a déclaré le secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), Nayef Hawatmeh, dans un communiqué parvenu à l'AFP.

De leur côté, des colons juifs de Cisjordanie ont affirmé que l'accord de Wye Plantation conduirait à la guerre, seule la poursuite de l'occupation militaire israélienne pouvant garantir, selon eux, une coexistence avec les Palestiniens.

Une voyante dans l'entourage de Raoul Duguay

PRESSE CANADIENNE

Granby — Bien qu'elle offre des services de clairvoyance, Pauline Talbot, l'attachée de presse de Raoul Duguay, n'est pas en mesure de prédire si le candidat péquiste dans Brome-Missisquoi sera en mesure de rafler ce comté à

l'élection du 30 novembre.

Est-ce cette faculté paranormale qui lui a valu le poste d'attachée auprès de M. Duguay, reconnu pour son originalité?

«Oui, je suis voyante, et non, ça n'a aucun rapport. Mais ne le marquez pas dans votre journal, y'a du monde qui pourrait mal interpréter ça», a déclaré Mme Talbot

à la *Voix de l'Est*.

L'ex-enseignante à l'emploi de la Société Saint-Jean Baptiste de Saint-Hyacinthe est persuadée de ses dons mais refuse d'y recourir pour prédire l'issue du scrutin.

«J'aurais trop de difficulté à être objective. Je suis trop emballée par la souveraineté. Je suis militante péquiste depuis les années 70.»

Bourque *Un politicien efficace sur le terrain*

SUITE DE LA PAGE 1

C'est que Pierre Bourque est efficace sur le terrain, et il le sait. Non seulement les gens voient-ils en lui une victime du jeu politique traditionnel, mais encore le considèrent-ils comme celui qui se penche sincèrement sur leurs problèmes qui, s'ils sont réels, n'en sont pas moins locaux et ponctuels.

D'aucuns prétendent en effet que si Pierre Bourque est parvenu à surmonter les obstacles pendant son mandat, c'est qu'il s'est dérobé devant les véritables enjeux, n'assumant pas le leadership attendu du maire de la plus grande ville du Québec, entre autre en se désintéressant totalement de la Communauté urbaine de Montréal. «Pour moi, ma priorité dans les quatre premières années, c'était de mettre de l'ordre et de relancer l'économie. La CUM, c'était secondaire», reconnaît-il lui-même, tout comme il ne croit pas pertinent de tenter d'initier un mouvement en faveur de l'unification des municipalités de l'île de Montréal même s'il juge ce regroupement «sociologiquement et économiquement» nécessaire.

«Si je pars une bataille là-dessus, je serai perçu comme un Don Quichotte. C'est pas stratégique. Ce qui sera stratégique, ce sera de convaincre le gouvernement du Québec de le faire. Je n'ai pas le pouvoir, ce serait une guerre stérile.»

Mais c'est surtout dans les dossiers des finances de la Ville, du pacte fiscal avec Québec et la vente d'équipements comme l'hippodrome ou le Casino que Pierre Bourque a essuyé des accusations de manque de vision et de leadership. Montréal est mise en tutelle, se plaignent à marteler ses adversaires, l'Hôtel de Ville est à Québec. Des critiques qu'il dit prendre «avec un grain de sel».

«Ce qui compte, ce sont les résultats. Que moi j'ouvre mes

livres [à Québec], je ne vois pas en quoi cela dérangerait le contribuable, qui lui est bien content.» Et quoi penser du fait que, selon les dires du ministre des Affaires municipales lui-même, Montréal doit rendre des comptes trois fois par semaine au gouvernement? «J'ai jamais entendu parler de cela. C'est complètement ridicule s'il vous a dit cela. Il m'a jamais dit cela à moi. C'est aussi un personnage, le ministre Trudel.»

Alors qu'en 1994, autant le PQ que le PLQ promettaient en campagne électorale provinciale un pacte fiscal pour Montréal, ce dernier n'a jamais été réellement été accordé, Montréal n'ayant reçu qu'une aide ponctuelle de 160,8 millions de dollars étalée sur trois ans.

«Les gens aimeraient que je parte en guerre contre l'un et contre l'autre. Ça ne m'intéresse pas. Je n'ai pas à juger des politiciens et des promesses qu'ils font et ne tiennent pas. Et ce n'était pas à moi que le premier ministre les avait faites, c'était à M. Doré.»

Le gouvernement provincial aurait-il été refroidi dans ses ardeurs devant l'indépendance de M. Bourque qui a répété pendant les deux premières années de son mandat qu'il n'avait pas besoin d'un pacte fiscal, mais plutôt de plus d'autonomie pour Montréal? Pierre Bourque riposte: «Il fallait rétablir la crédibilité de Montréal en faisant la preuve que je pouvais réduire les dépenses tout en maintenant les taxes. Maintenant, j'ai donné de l'oxygène au budget de la Ville.»

Questionné à savoir s'il n'aurait pas pu, compte tenu de sa position de force vis-à-vis de Québec dans la vente du Casino, obtenir plus, Bourque se plait à répéter qu'il a obtenu 60 millions de dollars pour un édifice en «décomposition». Une vente qui de surcroît apportera à la Ville huit millions en revenus de taxes annuellement.

«Montréal n'aurait pas pu obtenir davantage ou des sommes récurrentes parce que ça n'intéressait pas Québec. Je

suis allé chercher 60 millions et vous n'êtes pas contents. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise?», souffle-t-il mollement, avant de se désoler de la présence des vidéo-pokers à Montréal «qui appauvrissent les gens».

Et ainsi, le maire sortant passe de l'enjeu économique à l'enjeu social, du macro au micro sans faire de différence. L'homme est ainsi fait, semble-t-il, avec un esprit en volutes qui l'amène à s'intéresser à tout, avec le même degré d'implication, quelle que soit l'importance relative du dossier en question.

Pierre Bourque dresse ainsi le bilan de son administration, en commençant par la revitalisation du canal Lachine, «que j'ai négociée avec Jean Chrétien», la restauration du théâtre Corona, le plan de relance commerciale de la rue Notre-Dame, une amélioration de la propreté dans la ville, la diminution du nombre de bâtiments désaffectés rue Sainte-Catherine.

Puis il enchaîne avec le gel du compte de taxes, l'élimination à 80 % de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, la réduction de la dette actuarielle de la Ville d'un milliard de dollars, la réduction du budget de Montréal de 60 millions et l'abaissement du plancher d'emplois.

«Ma vision est très claire. Je veux faire de Montréal une ville moderne qui soit un exemple sur le plan international pour son harmonie sociale et son développement durable.»

Et dans quatre ans? Si Pierre Bourque était élu le week-end prochain, que souhaiterait-il nous présenter en guise de bilan en 2002?

«C'est d'avoir relancé de façon plus tangible l'économie, qu'il y ait moins de problèmes sociaux à Montréal, qu'on soit plus unis sur l'île, que Montréal continue à jouer son rôle sur le plan international comme ville modèle.» La vision avant tout, quoi.

Rochon se contredit, estime Charest

JULES RICHER
PRESSE CANADIENNE

Gatineau — Le chef libéral Jean Charest estime que le ministre de la Santé, Jean Rochon, a eu un «moment de lucidité» en avançant que la poursuite de l'objectif du déficit zéro par le gouvernement péquiste avait failli faire dérailler la réforme de la santé.

«Jusqu'à aujourd'hui, M. Rochon avait continué de dire que l'opération budgétaire n'avait pas eu d'impact sur la réforme de la santé. Ce matin, il s'est contredit», a déclaré hier M. Charest, qui était de passage en Outaouais pour présenter son équipe régionale de candidats.

Jean Rochon s'est vu dans le miroir, il a peut-être eu un moment de lucidité où il a avoué pour la première fois ce que toute la population du Québec sait.»

Dans une entrevue, publiée dans *La Presse* hier matin, le ministre Rochon s'est confié en disant que la réforme de la santé était passée près d'un «dérapiage majeur». Il a expliqué qu'en 1997, on avait coupé pour couper dans la santé sans se soucier de réorganiser le réseau.

M. Charest a soutenu que, si les libéraux étaient élus, il mettrait en place un plan d'urgence pour la santé. Les compressions seraient immédiatement suspendues, des groupes de travail composés d'intervenants du milieu seraient formés et les régies régionales de la santé abolies.

Aussitôt que son gouvernement aura une marge de manœuvre budgétaire, M. Charest entend investir dans la santé. Il en fera sa priorité absolue.

Par ailleurs, M. Charest a cherché à minimiser toute participation des libéraux fédéraux dans la campagne électorale de son parti. Ainsi, il n'a pas hésité à tracer un parallèle entre eux et les péquistes désabusés.

A ses yeux, la campagne de son parti ralliera «tous ceux et celles qui veulent éviter un référendum pour les quatre prochaines années».

«J'ajoute que ça inclut des péquistes qui n'en veulent pas, des référendums», a-t-il ajouté.

«La campagne provinciale est menée par des libéraux provinciaux. Il faut que ce soit très clair: on mène notre propre baraque. Et le Parti libéral du Québec est une coalition.»

Les libéraux fédéraux ont indiqué jusqu'à maintenant qu'ils entendaient se faire discrets au cours de la prochaine campagne provinciale. Certains ministres et députés du gouvernement Chrétien, comme Paul Martin (Finances), ont dit que leur participation se limiterait à faire du porte-à-porte, mais seulement si les libéraux provinciaux du Québec le leur demandaient.

D'autre part, M. Charest n'a pas voulu faire de commentaires sur la course à la direction du Parti conservateur, dont les résultats seront connus aujourd'hui. Il a dit qu'il ne pouvait être chef que d'une seule formation, et qu'il ne voterait pas, même s'il est toujours membre en règle du parti.

L'équipe libérale en Outaouais, que M. Charest a présentée hier, ne compte qu'une seule nouvelle figure. Il s'agit du constitutionnaliste Benoît Pelletier, un professeur de l'Université d'Ottawa. Il briguera les suffrages dans la circonscription de Chapeau, occupée auparavant par la libérale Claire Vaive, qui a décidé de ne pas se représenter.

PERSPECTIVES

Le blues du courtier d'assurances

Les courtiers d'assurances du Québec se posent des questions existentielles, franchement hamletiennes, du genre: y a-t-il un avenir pour la profession? Combien d'entre nous survivront? À peine la loi 188 adoptée, une loi ignominieuse, à leurs yeux, qui permet aux préposés des caisses de Desjardins de vendre de l'assurance, voilà que le rapport MacKay recommande que les banques puissent faire de même dans leurs succursales. Après la dure concurrence de Desjardins, celle des grandes banques se pointe à l'horizon.

L'an dernier, les courtiers d'assurances de dommages étaient en guerre. Contre un projet de loi accordant la part belle à Desjardins. Ils ont perdu sur toute la ligne; la loi 188 fut adoptée sans modification significative. Desjardins peut désormais vendre de l'assurance sans entrave, ou presque, au sein de ses caisses. Ses préposés peuvent désormais accorder des prêts personnels ou des hypothèques tout en vendant de l'assurance habitation et automobile. Il va sans dire que le gouvernement péquiste et le vice-premier ministre Bernard Landry n'ont pas la cote chez les courtiers d'assurances par les temps qui courent.

L'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec (ACAPQ) tenait sa dernière assemblée annuelle à Québec cette semaine. Cet organisme professionnel, qui fête cette année ses 84 ans, fera harakiri l'an prochain, remplacé par la Chambre de l'assurance de dommages où les courtiers côtoieront les agents à la soldé d'assureurs et les experts en sinistres. Cette même Chambre sera chapeautée par le Bureau des services financiers doté

des véritables pouvoirs d'encadrement. Cette année, les courtiers se sont demandé quel sort leur réservait l'avenir, un avenir qui semble incertain compte tenu des dispositions de la loi 188. Desjardins, perçu par les courtiers comme le diable incarné, vend de l'assurance, de façon directe, depuis la fin des années 80. Bon an mal an, le mouvement coopératif gruge des parts de marché aux cabinets de courtage. Desjardins détient aujourd'hui 16 % du marché québécois de l'assurance habitation et automobile au Québec et il est de loin le plus important assureur dans ce domaine au Québec.

Présentement, ce sont des agents de Desjardins, Assurances générales, qui vendent les polices et ils louent des locaux dans les caisses. Bientôt, tout employé des caisses populaires, une fois une formation de base acquise, pourra faire de même. C'est ce qui horrifie les courtiers.

Entre 1987 et 1996, 42 % des cabinets de courtage ont disparu au Québec, soit un pourcentage deux fois plus élevé que dans le reste du Canada. En dix ans, le nombre de courtiers d'assurances au Québec a fléchi de 30 %. Desjardins y est pour quelque chose. Il reste toutefois 5000 courtiers d'assurances au Québec.

Les courtiers d'assurances ont déjà du mal à concurrencer Desjardins au chapitre des prix. Qui plus est, ils ne peuvent rivaliser avec la force de marketing de cet immense réseau, ni avec les capitaux que Desjardins peut injecter dans la technologie. Même s'ils disposaient des capitaux nécessaires, ce qui n'est pas le cas, les cabinets de courtage n'ont jamais pu s'entendre avec leurs fournisseurs — les compagnies d'assurances — pour développer une plateforme informatique commune. Résultat: les frais de mise en marché (commissions, frais d'émission de polices, etc.) s'élevaient au tiers de la prime dans leur réseau contre 24 % chez les assureurs directs comme Desjardins. Qui plus est, grâce à la loi 188, Desjardins pourra abaisser substantiellement ces frais de distribution.

Certes, les courtiers d'assurances, s'il est vrai qu'ils affichent des frais plus élevés, peuvent en principe fournir un meilleur service à leur clientèle. Ils peuvent surtout servir d'intermédiaire entre l'assuré et les compagnies d'assurances en cas de sinistre.

Devant la menace grandissante que représente Desjardins, les courtiers ont résolu de faire face à la musique. Ils envisagent des regroupements et de hausser le nombre d'assureurs avec lesquels ils font affaire. Ou encore, par la voie d'acquisitions, les cabinets peuvent aller dans le sens inverse: concentrer leurs volumes chez un ou deux assureurs de façon à abaisser leurs frais. Les assureurs ainsi favorisés se font une joie de les financer, d'ailleurs. C'est toutefois un couteau à double tranchant qui présage l'absorption éventuelle de ces courtiers par les assureurs.

L'autre voie qui s'offre aux courtiers d'assurances, c'est la multidisciplinarité. Combattre le feu par le feu: ils iront marcher dans les plates-bandes des banques en proposant à leurs clients des hypothèques et, même, des prêts personnels, en forgeant des alliances avec des institutions financières étrangères, par exemple, si le fédéral va dans le sens des recommandations du rapport MacKay. Mais on est encore loin de cette réalité.

Pour l'heure, les courtiers d'assurances tirent le diable par la queue. Deviendront-ils un service de luxe pour une clientèle fortunée? Se spécialiseront-ils dans les assurances commerciales et industrielles, laissant les produits simples aux assureurs directs? Après leur défaite face à la loi 188, leurs pas les mènent maintenant à Ottawa où ils tenteront de mettre en échec certaines recommandations du rapport MacKay. Si les grandes banques obtenaient les mêmes permissions que Desjardins, nombre de ces entrepreneurs n'auraient d'autre choix que de se recycler. Et devenir... des employés de banque? L'horreur, je vous dis.



Robert Dutrisac

Entrevue de Clément Godbout au Devoir

De bagarreur à spectateur

Clément Godbout tirera sa révérence lors du prochain congrès triennal de la FTQ, qui aura lieu à Québec du 23 au 27 novembre. Après 40 ans de vie syndicale, l'heure est au bilan. Retour sur les bons coups et les déceptions du bagarreur qui fut à la tête de la FTQ pendant cinq ans.

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

L'homme aura consacré sa vie à la défense des intérêts des travailleurs. Dans un mois, il prendra sa retraite, alors qu'il aurait pu se faire réélire facilement à la tête de la FTQ.

Combatif, tenace, voire entêté, on a de la difficulté à imaginer un Clément Godbout devenir spectateur, abandonnant l'influent rôle d'acteur que lui conférerait sa fonction, «la plus belle job au Québec».

«Après 40 ans de vie syndicale, je crois qu'il était temps de laisser la place aux autres», laissera-t-il tomber lors d'une entrevue accordée au Devoir, en compagnie de celui qui lui succédera, le secrétaire général de la FTQ, Henri Massé.

Pendant toutes ces années au sein du mouvement syndical, dont cinq à la tête de la FTQ, Clément Godbout aura vu couler beaucoup d'eau sous les ponts. Un règne qui fut couronné de succès, mais aussi d'échecs.

Les bons coups de la FTQ avec Clément Godbout à sa tête? «D'avoir été capable de signer des protocoles de solidarité avec les autres centrales syndicales», lâche-t-il d'emblée.

A une certaine époque, les rapports entre la FTQ et la CSN, particulièrement, «n'étaient pas très, très beaux». Après moult négociations, les trois grandes centrales signaient entre elles, à l'automne 1995, des protocoles de solidarité et de non-maraudage.

Ces ententes prévoient l'organisation d'activités et d'interventions communes ainsi qu'une procédure pour encadrer les changements d'allégeance, le cas échéant.

«Bien sûr, le maraudage n'est pas complètement arrêté, mais c'est moins systématique, dit-il. Il n'y a plus de déclarations à l'emporte-pièce dans les journaux l'un contre l'autre. On fait attention à nos déclarations», explique-t-il, en confiant qu'il y avait encore à l'occasion quelques «petites glissades».

Fier du Fonds

Dans un deuxième temps, Clément Godbout s'est dit fier du développement du Fonds de solidarité de la FTQ, créé en 1983 et qui gère aujourd'hui plus de deux milliards de dollars de capital de risque. «C'est le point tournant des relations de travail, mais aussi de la solidarité».

Autre grande réussite de la FTQ, selon Clément Godbout, c'est d'avoir changé l'approche de la centrale, la manière d'agir sur le terrain.

«On a voulu une approche pratique à long terme. On a laissé tomber la langue de bois. Le profit n'est plus un mot tabou puisque des profits sont synonymes de meilleures conditions de travail. Enfin, on a adopté une politique de présence dans les grands débats de société».

Mais ce changement d'approche n'a pas plu à tout le monde. «Il y a une certaine grogne», confie Clément Godbout. Dans un tel contexte, cette question pourrait être débattue lors du congrès triennal.

De son côté, Henri Massé estime qu'un des grands mérites de Clément Godbout, c'est d'avoir consolidé la FTQ. «Clément ne le dit pas, sûrement par modestie, mais il a apporté de nouveaux membres et a remis sur pied la FTQ sur le plan financier», souligne le futur président de la centrale, qui représente aujourd'hui près de 500 000 travailleurs au Québec. Elle a été en déficit pendant des années. Mais cette année, pour la première fois, on aura un surplus.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Après 40 ans de vie syndicale, je crois qu'il était temps de laisser la place aux autres», affirme Clément Godbout.

Dans un autre ordre d'idées, Clément Godbout confie que sa plus grande déception, c'est que la réforme du Code du travail, qui s'était amorcée dans les années 1980 avec la commission Beaudry, ne soit pas arrivée à terme.

Que ce soit avec les libéraux ou les péquistes, la FTQ — de concert avec les autres centrales — n'a pas réussi à faire modifier le Code. L'arrivée de Clément Godbout aux commandes de la FTQ en 1993 n'aura pas changé grand-chose. «Avec M. Bouchard, je n'ai pas été capable de faire avancer le dossier, déplore-t-il. Je pense que le mouvement syndical se fait mal avec des lois du travail qui ne sont pas ajustées à la nouvelle économie.»

Au chapitre des réformes à apporter, la FTQ demande notamment que les travailleurs autonomes puissent être représentés par des syndicats, que l'article 45 soit révisé afin d'éviter la sous-traitance à outrance, et que la définition

de salarié soit modifiée pour contrer les pratiques de certaines compagnies qui forcent leurs employés syndiqués à devenir des travailleurs autonomes non syndiqués.

Manque d'auto-critique

Par ailleurs, Clément Godbout déplore un certain manque d'auto-critique dans le mouvement syndical québécois. «Il faut faire plus de réflexion, dit-il. Il faut voir où se dirige la société et voir avec qui on va parler.»

En ce qui concerne les interlocuteurs du mouvement syndical, Clément Godbout se dit inquiet du fractionnement du patronat et de l'inefficacité du ministère du Travail.

«Le CPQ a été longtemps le porte-parole des patrons. Donc, avec les syndicats, on était en présence de deux forces qui se parlaient.»

Mais depuis quelques années, la situation a changé, explique-t-il. «Depuis

un bon bout de temps, le CPQ est maraudé par la Chambre de commerce du Québec et l'Alliance des manufacturiers et exportateurs du Québec. On se retrouve donc avec deux, trois auditeurs. Ça va être plus difficile de s'entendre», lance Clément Godbout, estimant que le CPQ devait redevenir le seul porte-parole du patronat québécois.

Enfin, quant au ministère du Travail, le président sortant de la FTQ n'y va pas avec le dos de la cuillère. «Il va falloir un vrai ministère du Travail, lâche Clément Godbout, en haussant le ton. Les vrais problèmes reliés au monde du travail se règlent au bureau du premier ministre, au ministre de l'Industrie et du Commerce ou au ministère des Finances.»

Si le Québec se dotait d'un vrai ministère du Travail, selon lui, on pourrait appliquer des lois qui, «sans faire de révolutions», pourraient régler certains problèmes sur le marché de l'emploi.

Itinéraire d'un mineur

Né à Palmarolle en Abitibi (un village situé à 10 km de La Sarre) le 19 juillet 1939, Clément Godbout est l'aîné d'une famille de neuf enfants, dont le père était agriculteur.

Après avoir étudié trois ans au collège de Rouyn-Noranda, il doit abandonner son cours classique à mi-chemin afin de venir en aide à sa famille.

Clément Godbout devient alors mineur à la compagnie Noranda à Normétal, un milieu de travail très rude, où les conditions de travail étaient souvent exécrables. C'est à cette époque, à l'âge de 19 ans, qu'il commence à s'intéresser au syndicalisme.

À 22 ans, il est élu secrétaire financier de la section locale 4514 du syndicat des Métallos (FTQ) à Normétal. À 24 ans, il est élu à la présidence du Conseil régional des Métallos. Deux ans plus tard, il devient permanent du syndicat.

En 1970, après avoir acquis au fil des ans de l'expérience en Abitibi, Clément Godbout s'en va à l'autre bout de la

province, à Sept-Îles, où il devient coordonnateur régional des Métallos pour la Côte-Nord, le Labrador et la Gaspésie.

L'année suivante, il est nommé président du Conseil régional du travail de la FTQ. En 1973, alors que le Québec est en pleine effervescence politique, Clément Godbout décide de faire le grand saut dans la vie publique en se présentant dans le comté de Duplessis pour le Parti québécois. Mais il est battu.

En 1977, Clément Godbout devient directeur adjoint du syndicat des Métallos (FTQ) aux côtés du directeur Jean Gérin-Lajoie. Il lui succédera en 1981.

Pendant dix ans, de 1981 à 1991, Clément Godbout sera vice-président de la FTQ, alors qu'il est directeur québécois du syndicat des Métallos, un des plus grands syndicats affiliés à la FTQ. En 1993, son rêve se réalise, il devient président de la FTQ. Il sera réélu en 1995.

F. N.

POUR TOUS VOS PLACEMENTS DEPUIS 1967

Tassé le Boursier

(514) 879-2100

ou de l'extérieur de Montréal

1 800 55 TASSÉ

8 2 7 7 3

Tassé est membre des Bourses de Montréal et de Toronto, de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, ainsi que du Fonds canadien de protection des épargnants.



LE DEVOIR

VOL. LXXXIX - N° 242

MONTREAL, LE LUNDI 26 OCTOBRE 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Motus et bouche cousue

On en apprend des vertes et des vraiment pas mûres. Petit à petit, on nous met au fait de certains faits qui donnent froid dans le dos. À propos de quoi? Long Term Capital Management, firme experte, soi-disant, dans la gestion de produits dérivés. LTCM vient de sombrer trois ans après la déconfiture de la Barings, l'ex-banque de la royauté britannique. C'est à se demander si l'histoire, au fond, ne se répéterait pas.

Hélas, il faut commencer par certains chiffres. Avec seulement quatre milliards de dollars américains de capital de base, LTCM avait pris des positions sur divers marchés atteignant les... 200 milliards US. On prend ces 200, on les divise par le 4 d'en haut et on obtient 50. Cinquante fois plus! Afin d'éviter la faillite de cette firme, la Réserve fédérale, parce qu'elle a eu peur, à juste titre, d'une catastrophe financière internationale, a obligé 14 banques et institutions à injecter 3,6 milliards dans la firme en question.

Depuis la faillite technique de LTCM, d'autres chiffres sortent. Ainsi, l'Union des Banques Suisse (UBS), la plus imposante des institutions de ce pays, vient de déclarer une perte, tenez-vous bien, de... 780 millions US. Une perte liée exclusivement à LTCM. Paribas, une banque d'affaires française, vient d'annoncer une provision pour pertes de plusieurs millions de dollars à cause de LTCM. La Dresdner Bank of Germany vient de radier 145 millions. La Sumitomo Bank du Japon s'apprête à en faire autant pour l'équivalent de 100 millions US.

On passe sur les institutions américaines. Mais on s'arrête sur la Banque centrale d'Italie. Son patron, Antonio Fazio, est présentement sur la sellette pour avoir ordonné l'investissement de 100 millions US dans LTCM. Les mauvaises langues... Enfin, mauvaises... C'est à voir! Toujours est-il que l'on dit que le patron de cette banque centrale avait agi de la sorte pour éviter que LTCM ne spéculer sur la lire italienne.

A titre indicatif, mentionnons enfin que les positions prises par LTCM sur la bourse parisienne atteignent 30% des valeurs inscrites. 30%, ce n'est plus du pouvoir d'influence, mais bien du pouvoir pur et dur. Autre chose? Comme dans ces histoires les paradis fiscaux ne sont jamais très loin, on soulignera que le Liechtenstein Global Trust vient de gommer 30 millions US dans ses livres.

Il y a toutes ces pertes, ces pertes sèches, et il va y en avoir d'autres. Toutes aussi sèches. Mais il y a d'autres et déjà pire. La Chase Manhattan Bank était à la tête d'un syndicat financier qui avait accordé à LTCM une marge de crédit de 900 millions US, accrochez-vous bien, sans garantie. Bonté divine! 900 millions US sans garantie... Il doit y avoir un truc, une astuce.

Il est vrai qu'une astuce, John Meriwether, le patron et fondateur de LTCM, en avait élaboré une sérieuse. Une grosse, une belle, une énorme. Il faisait dans le contre-pied, le contraire. Il avait réussi à faire croire à tout le gratin de la finance internationale, les Citigroup, Desdner, Sumitomo, Paribas, UBS et combien d'autres, que rien ne valait l'aveuglement. C'est-à-dire? Son astuce consistait, en peu de mots, à ceci: vous investissez dans LTCM sans poser de questions. Sans nous obliger à vous informer.

Grâce à une enquête des journalistes du *New York Times*, on vient d'apprendre en effet que contrairement à ce que font la très grande majorité des firmes ou divisions de banques qui travaillent sur le front des produits dérivés, soit informer quotidiennement l'investisseur-client sur les positions prises en son nom, LTCM se contentait d'envoyer un bref message une fois par mois.

Pire, on a appris que le souci du secret, de la non-information, était cultivé à un point tel par la bande de Meriwether qu'au printemps dernier on a interdit aux cadres supérieures d'une banque suisse — la Bank Julius Baer — de prendre des notes par écrit. Qu'on imagine! On a interdit aux clients, ceux qui mettaient l'argent sur la table, l'utilisation du crayon et du papier. Sidérant!

La non-information, le déficit de communication, le manque de compréhension... C'est exactement cela qui avait plongé, il y a trois ans maintenant, la Barings, la banque anglaise, dans le précipice. Qu'on se souvienne: Nick Leeson, courtier travaillant pour cette institution, avait convaincu ses patrons de le laisser agir à sa guise en matière de produits dérivés.

Et alors? Après enquête des journalistes du quotidien britannique *The Independent*, les bonzes de la Barings avaient fini par reconnaître, par avouer, que lorsque le jeune Leeson leur causait produits dérivés, ils ne comprenaient rien. Ils étaient les responsables de la Barings, ils ne comprenaient rien, ils ont laissé faire Leeson. Résultat? Des milliards partis en fumée.

Après coup, après cette déconfiture qui fut précédée par celles des caisses d'épargne américaines qui, au début de la décennie, n'ont emporté avec elles pas moins de 250 milliards US, les uns et les autres, on pense surtout aux organismes de surveillance, s'étaient juré d'éviter d'autres catastrophes du genre.

Même pas trois ans après la faillite de la Barings, la LTCM a failli emporter tout le gratin de la finance, ces têtes bien pleines, ces têtes soi-disant bien formées, dans un maelström énorme pour avoir fait du motus et bouche cousue sa loi fondamentale. Effrayant!

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé. Ciel variable en soirée.
Max: 10 Min: -1

Québec
Ciel variable.
Max: 6 Min: -5

Détails, page B 3

INDEX

Annonces B 7 Le monde A 5
Avis publics B 3 Les sports B 5
Culture B 8 Mots croisés B 7
Économie B 2 Planète B 4
Éditorial A 6 Religions B 6

www.ledevoir.com

CULTURE

Deux prix pour François Girard au Festival du nouveau cinéma, page B 8



ÉDITORIAL

L'éditorial de Bernard Descôteaux: Un maire pour Montréal, page A 6

LE MONDE

Bruits d'élections en Israël, page A 5



Enquête Sondagem—CKAC—Le Devoir

Les Québécois préfèrent Bouchard à Charest pour gérer le système de santé

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Nonobstant la performance décevante des péquistes dans le dossier de la santé, la population n'est pas disposée à en confier la gestion aux libéraux. En cette matière, elle fait encore plus confiance à Lucien Bouchard qu'à Jean Charest.

Un relevé de l'opinion publique, effectué par la maison Sondagem pour le compte de CKAC et du *Devoir*, montre que la façon dont le ministre Jean Rochon a mené la réfor-

me de la santé a exaspéré les Québécois: alors que près des deux tiers (60,7%) se disent «peu ou pas du tout satisfaits», seulement 36,8% se déclarent «très ou assez satisfaits».

Effectué entre le 17 et le 21 octobre auprès de 905 personnes, ce sondage indique que les gens ne sont pas pour autant disposés à remettre ce dossier entre les mains du chef du PLQ. «Pour améliorer le système de santé»: 34,4% des Québécois feraient davantage confiance à un gouvernement dirigé par Lucien Bouchard; 33,1% à Jean Charest; 19,2% à ni l'un ni l'autre; 2,4% aux deux. À cet égard,

10,8% s'avouent indécis.

Par delà la désapprobation générale, ces données indiquent que les gens sont prêts à pardonner parce qu'ils savent que le gouvernement devait donner priorité à l'assainissement des finances publiques. Cette expression du sentiment populaire tend à donner raison au ministre Jean Rochon, qui a confessé s'être senti littéralement piégé par l'objectif du déficit zéro, dans une entrevue à *La Presse*: «Que ça devienne l'objectif envers et contre tout, je n'étais pas

VOIR PAGE A 8: SANTÉ

Controverse autour d'un portique chinois



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

DANSE des dragons, concert de pétards, battements de tambours, chants traditionnels et... coupe du cochonnet. C'est à l'occasion du festival de l'automne et des récoltes *Chung Yeung* que les arches chinoises, boulevard Saint-Laurent, ont été inaugurées en présence du maire Pierre Bourque et plusieurs centaines de membres de la communauté asiatique. Une fête qui a cependant occulté la controverse entourant la construction de ce second portique aux frais des Montréalais. Nos informations en page A 3.

Les automatistes à Paris

Un colloque et une exposition rappellent l'influence du Refus global en France

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Ils rêvaient de partir et ont échoué à Paris. La capitale française tiendra toujours une place unique dans leur art, écartelés qu'ils seront quelque part entre l'Amérique et l'Europe. Eux, ce sont les automatistes québécois dont on fête cette année les 50 ans du tonitruant *Refus global*. Un colloque, organisé au Centre culturel canadien de Paris, accompagné d'une petite mais admirable exposition, est venu rappeler cette semaine l'importance qu'ils ont eue non seulement au Québec, mais en France.

«Le Refus global est un texte fondateur très important», explique Harry Bellet, historien d'art et journaliste au quotidien *Le Monde*. Et cela, même s'il n'a à peu près pas été diffusé en France. «Lorsque les automatistes sont arrivés, dans les années 40, les Français ont découvert une peinture qu'ils n'avaient jamais vue. Malheureu-

sement, les automatistes se sont rapidement fait voler la vedette par les Américains.»

Leurs expositions, dans la petite galerie du Luxembourg, rue Gay-Lussac, fait maintenant partie de l'histoire de l'art d'après-guerre. Ils y côtoyaient Hartung, Picasso, Wols, etc. La manifestation consacra le mouvement dit de l'abstraction lyrique.

«Paris a eu une grande importance dans la formation même du groupe», explique Lise Gauvin, professeure à l'Université de Montréal et qui a proposé le thème de ce colloque. Tout au long de ces deux jours de discussion, ce sont surtout les témoignages des principaux acteurs de l'époque qui ont passionné le public.

Pour Fernand Leduc, Paris était un «ilôt lumineux» où il chercha toujours «sans chapeau», qu'il avait connue à Montréal, sans pour autant la trouver. Ses contacts avec les surréalistes et An-

Charest

pense pouvoir faire bouger le Canada

«Chrétien devra répondre de ses déclarations»

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Sherbrooke — Le premier ministre Jean Chrétien peut bien dire que le Québec ne peut rien espérer de plus dans le débat constitutionnel, le chef libéral Jean Charest demeure quant à lui convaincu, qu'une fois élu, il réussira à faire bouger le Canada en faveur des revendications québécoises.

Confirmé candidat du PLQ dans la circonscription de Sherbrooke, hier, M. Charest a vite été confronté aux affirmations du premier ministre fédéral, lors d'un point de presse qui a suivi son discours devant près de 300 militants.

Il a d'abord rejeté le blâme sur le gouvernement du Parti québécois et sur le premier ministre Lucien Bouchard, qui selon lui entretiennent la discorde constitutionnelle pour mieux faire avancer leur projet souverainiste.

«Un des choix qui s'offre aux Québécois, a-t-il soutenu, c'est quatre autres années de chicane, de tiraillements et de perte de temps entre M. Bouchard et le gouvernement fédéral. Moi, en tant que chef du PLQ, j'ai l'intention de faire jouer le poids du Québec dans le cadre canadien et de retrouver nos alliés qui partagent notre avis sur les changements à la fédération et auxquels personne ne va échapper, pas plus le gouvernement fédéral actuel, que tous ceux qui cherchent à freiner le Québec.»

Pour M. Charest, la chaise vide du Québec dans les rencontres multilatérales «permet au fédéral de dire n'importe quoi», alors que toutes les autres provinces proposent des changements. «La volonté pour des changements est telle, a-t-il dit, qu'il n'y a pas une personne qui va réussir à la renver-

«La volonté pour des changements est telle qu'il n'y a pas une personne qui va réussir à la renver-

VOIR PAGE A 8: CHAREST

Lire aussi en page A 3

- François Macerola se joint au PLQ
- La priorité de Dumont: payer la dette
- Programme électoral du PQ: modération en tout



La tension monte entre les professeurs d'université et les chargés de cours

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Loin d'être un pont vers la carrière professorale universitaire, le statut de chargé de cours est trop souvent le tremplin d'une déqualification. En n'ayant pas accès à la recherche, cette «main-d'œuvre bon marché» s'éloigne en effet graduellement d'une composante essentielle de la vie du professeur, gaspillant ses compétences et son talent.

C'est ce que soutient la Fédération québécoise des professeurs d'université en réclamant une filière de recrutement auprès des diplômés universitaires, qui se préparent officiellement à la carrière professorale, notamment en participant à des collectifs de recherche. La Fédération réclame aussi des normes fixant le nombre de chargés de cours qu'un département peut embaucher. De telles normes sont présentement inexistantes.

Les professeurs estiment que l'étudiant sera moins bien servi si tous ceux qui enseignent au premier cycle sont des chargés de cours qui ne participent pas aux activités

VOIR PAGE A 8: PROFESSEURS

VOIR PAGE A 8: AUTOMATISTES